

Roland GORI
Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ?
Babel essai, Arles, 2016 (Les Liens qui Libèrent, 2013)

Le problème, et le parti pris par l'auteur¹, sont contenus dans le titre même de l'ouvrage. Mais la question pourrait être posée différemment : la liberté peut-elle nous rendre heureux ? A problème mal posé, réponse impossible. Un terme s'est absenté dans le titre, qui fera retour dans l'ouvrage : celui de « sécurité ». En effet, peut-on être heureux sans sécurité ? Et la sécurité de chacun est-elle compatible avec la liberté pour tous ? Si, sur bien des points, Roland GORI développe des arguments convaincants, l'abondance et la dispersion du propos en fait un peu perdre le fil.

On a même parfois l'impression qu'il y a plusieurs livres dans le livre, ne serait-ce qu'à cause des nombreux renvois qu'il fait à ses autres ouvrages. « *Qui trop embrasse, mal étireint* » dit la sagesse populaire, et l'excès d'arguments fait qu'on a parfois du mal à distinguer l'essentiel de l'accessoire. Tout est important certes. Un détail, parfois, peut suffire à démontrer la fausseté d'une affirmation, ou la faiblesse d'une théorie. Ici, la volonté de prouver la dérive anti-liberté d'une organisation économique ultralibérale en arrive à la surcharge. Au fil des paragraphes, on ne peut qu'être d'accord avec GORI quand il dénonce le DSM (Manuel Diagnostique et Statistique des maladies mentales) comme outil de compréhension clinique. Mais l'argument qu'à travers cet instrument qui vise, comme son appellation l'indique clairement, à constituer des populations statistiques pour organiser socialement l'économie de la santé, peut suffire pour comprendre son inaptitude à aider les cliniciens dans leur travail soignant quotidien. Par contre, GORI sous-estime, me semble-t-il, la nécessité d'évaluations qui devraient être au service des praticiens et de leurs patients. Et ces évaluations n'ont rien à voir avec celles qui sont imposées, celles des gestionnaires financiers des ministères. Distinguer les exigences de ces deux types d'évaluation permettrait de ne pas jeter le bébé du soin avec l'eau du bain des bilans comptables. De plus, exigeant nécessairement l'implication des soignés, cette évaluation démocratiserait les pratiques soignantes souvent autoritaires et contestables de ceux qui prétendent savoir.

Je ne peux que rejoindre GORI par contre, quand il joint ses critiques à celles de Jacques ELLUL sur l'envahissement par le « système technicien » et la quantification déshumanisante de nos sociétés qu'il entraîne, ainsi que dans ses questionnements sur la « servitude volontaire » qui interroge depuis LA BOETIE² l'humanité sur les questions de pouvoir et de domination. Mais son (trop) riche propos distingue mal la liberté des individus du libéralisme des économistes et ne nous éclaire guère sur les multiples conditions qui rendent l'exercice de la liberté individuelle respectueuse de celle des autres ; le vieil adage résume bien la dimension conflictuelle de la liberté quand il précise que *la liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui* ; problème de frontières, à construire et à protéger en permanence, qui nécessitent éducation, coutumes communes et espaces de médiation³. Ce n'est pas innocemment que nos dirigeants utilisent si largement les notions d'insécurité et de terrorisme. C'est bien au nom de ce besoin de sécurité (physique et économique) qu'on nous demande d'accepter d'être privés de liberté.

¹ Roland GORI, psychanalyste, est aussi un des fondateurs, en 1980, de « *l'appel des appels* » mouvement qui s'oppose à la quantification-normalisation et à la marchandisation économique de l'humain dans les domaines du soin et du social.

² A lire et à relire « *le discours de la servitude volontaire* » (1576) dont une édition en français moderne est proposée par les éditions Mille et une Nuits

³ On lira en souriant, à propos des difficultés quotidiennes de vivre la liberté pacifiquement, « *Chers voisins. L'intégrale. Mots doux et petites querelles de voisinage* » J'ai Lu, 2015